

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-17 du 26 avril 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Congrès adopte des mesures visant la Russie, l'Iran et la Chine au sein du *supplemental*
2. Le Secrétaire d'État américain A. Blinken effectue un déplacement de trois jours en Chine
3. L'USTR réagit à l'activation de l'instrument européen de réciprocité dans les marchés publics
4. Les Républicains font avancer un paquet de mesures commerciales à la Chambre
5. La Commission spéciale sur le parti communiste chinois de la Chambre publie un nouveau rapport sur les investissements américains au sein de sociétés chinoises de haute technologie

Climat – énergie – environnement

6. L'Agence d'information sur l'énergie prévoit une poursuite de la hausse des exportations de GNL en 2024 et relève la consommation record de gaz naturel en 2023
7. Pour la Journée de la Terre, le président Biden met en avant plusieurs mesures pour le climat

Transport et infrastructure

8. L'administration Biden octroie 1,5 Md\$ pour son nouvel objectif de décarbonation du fret
9. Le Département des Transports étend les droits des consommateurs dans le secteur aérien

Industrie

10. Micron obtient 6,14 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act
11. Le syndicat UAW s'implante pour la première fois dans une usine d'un constructeur étranger
12. La FTC veut bloquer une transaction de 8,5 Md\$ visant à créer un géant du luxe américain

Agriculture et industrie agroalimentaire

13. Le Département de l'Agriculture (USDA) révisé les normes nutritionnelles des repas scolaires
14. L'USDA renforce sa lutte contre la propagation de la grippe aviaire chez les bovins laitiers

Numérique et innovation

15. Un groupe bipartisan de sénateurs introduit le « Future of AI Innovation Act »
16. Les entreprises technologiques s'engagent contre les contenus pédopornographiques générés par l'IA
17. La FCC rétablit les règles de neutralité du net

Santé

18. Le retour à la normale suite à la cyberattaque de UnitedHealth n'interviendra pas avant 2025
19. L'entreprise Walgreens veut se lancer dans la vente de médicaments spécialisés

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Congrès adopte des mesures visant la Russie, l'Iran et la Chine au sein du *supplemental*

Le 24 avril, le Président Biden a [promulgué](#) la loi dite « *supplemental* », prévoyant un soutien de 95 Md\$ au profit de l'Ukraine (61 Md\$), Israël (26 Md\$), ainsi que Taïwan et la région indopacifique (8 Md\$). Adoptée le 20 avril par la Chambre des représentants et le 23 avril par le Sénat, cette [loi](#) comprend également plusieurs dispositions additionnelles présentées comme visant à protéger la sécurité nationale américaine.

En premier lieu, la loi octroie l'autorité nécessaire au Président américain pour confisquer et transférer à l'Ukraine les avoirs russes souverains immobilisés sous juridiction américaine.

Concernant l'Iran, des mesures de gel des avoirs ciblant des représentants de l'administration iranienne sont prévues, ainsi que des sanctions à l'égard d'entités facilitant le transport maritime de pétrole iranien. La loi mentionne également des sanctions contre le Hamas et ceux soutenant leurs activités, ainsi qu'un renforcement des mesures de contrôle export concernant les produits destinés au marché iranien.

Concernant la Chine, le Congrès sollicite la transmission par l'administration de rapports détaillant la participation d'entités chinoises aux activités de blanchiment d'argent et de trafic de fentanyl, qui devront être assorties de mesures de sanctions le cas échéant. Un renforcement des sanctions à l'égard d'entités chinoises facilitant l'acquisition de pétrole et de drones d'origine iranienne est également prévu dans le cadre de cette législation.

Enfin, la loi prévoit d'encadrer la vente des données personnelles collectées en ligne et d'interdire l'accès au marché américain pour la plateforme TikTok, à moins que celle-ci ne se sépare de sa société mère ByteDance, conformément aux législations récemment adoptées par la Chambre des représentants [voir [Brèves sectorielles du 19 avril 2024](#)]. TikTok a toutefois [indiqué](#) ne pas avoir partagé les données des utilisateurs américains avec le gouvernement chinois et envisage de demander une injonction préliminaire pour suspendre l'application de la loi, le temps de contester sa constitutionnalité.

2. Le Secrétaire d'État américain A. Blinken effectue un déplacement de trois jours en Chine

Le Secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est [rendu](#) en Chine du 24 au 26 avril, dix mois après un premier déplacement dans le pays [voir [Brèves sectorielles du 23 juin 2023](#)]. Dans le cadre de cette visite, A. Blinken s'est entretenu avec plusieurs représentants du gouvernement chinois à Pékin et Shanghai, afin notamment d'évoquer la coopération sino-américaine en matière de lutte contre le fentanyl initiée à la suite de l'entretien entre les présidents Biden

et Xi en marge du dernier sommet de l'APEC [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)]. Selon les informations [communiquées](#) par le Département d'État américain, A. Blinken devait également aborder les enjeux des surcapacités de l'économie chinoise et leurs conséquences pour l'économie mondiale, après les messages relayés à ce sujet par la Secrétaire au Trésor Janet Yellen lors de son déplacement au début du mois en Chine [voir [Brèves sectorielles du 12 avril 2024](#)]. Ce déplacement du Secrétaire d'État américain devait également viser à sensibiliser ses homologues chinois quant aux risques associés à la poursuite du soutien apporté par la Chine à la Russie en faveur de son effort de guerre en Ukraine. D'après un article [publié](#) le 23 avril par le Wall Street Journal, les États-Unis réfléchiraient à adopter des sanctions à l'encontre de banques chinoises servant d'intermédiaires financiers pour des exportations au profit de l'appareil militaro-industriel russe.

3. L'USTR réagit à l'activation de l'instrument européen de réciprocité dans les marchés publics

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [réagi](#) par un communiqué, le 24 avril, à l'ouverture par la Commission européenne de la première enquête au titre de l'instrument européen de réciprocité dans les marchés publics (IPI), adopté par l'Union européenne en juin 2022. Portant sur le secteur des dispositifs médicaux en Chine, cette enquête a été [présentée](#) par la Commission comme reposant sur des « preuves [...] indiquant que les marchés publics chinois [dans ce secteur] se sont graduellement fermés aux entreprises européennes et étrangères ».

K. Tai a indiqué que les États-Unis « suivraient avec intérêt l'enquête de la Commission européenne sur la manière dont le gouvernement chinois traite les dispositifs médicaux étrangers dans ses marchés publics » et a rappelé que la question de l'accès au marché chinois pour ces produits, parmi d'autres, avait déjà fait l'objet d'une collaboration étroite entre l'UE et les États-Unis dans le cadre du Conseil commerce et technologies (TTC). Elle a estimé que l'IPI était « un outil commercial qui p[ouvait] potentiellement aider à répondre aux politiques et pratiques déloyales mises en œuvre par la Chine dans ses marchés publics, de manière similaire à celle par laquelle le Trade Agreements Act [TAA] américain de 1979 répond aux problèmes de réciprocité dans les marchés publics ».

4. Les Républicains font avancer un paquet de mesures commerciales à la Chambre

La Commission des Voies et Moyens de la Chambre a [adopté](#) le 19 avril un paquet de plusieurs propositions de loi dans le domaine de la politique commerciale. Ce paquet [comprend](#) notamment une proposition de renouvellement jusqu'à 2030 du Système de préférences généralisées (GSP) pour les importations originaires de pays en développement, programme qui a expiré fin 2020. Il comporte également une proposition de révision du mécanisme dit « *de minimis* » (qui dispense de contrôles et tarifs douaniers les

importations dont la valeur est inférieure à 800 \$), en prévoyant de retirer le bénéfice du mécanisme pour les marchandises d'origine chinoise soumises aux droits de douane en vigueur dans le cadre de la Section 301. Ces deux propositions ont été adoptées par les seuls Républicains, la minorité démocrate souhaitant en particulier, s'agissant du GSP, également inclure dans la proposition le renouvellement du programme de Trade Adjustment Assistance (TAA), qui vise à soutenir financièrement les travailleurs américains affectés par les échanges commerciaux internationaux et qui est arrivé à expiration en juillet 2022.

Parmi les propositions adoptées par la Commission des Voies et Moyens figure également un texte [visant](#) à mieux définir les « accords de libre-échange » ouvrant droit au bénéfice de certaines dispositions du crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'Inflation Reduction Act (IRA). La proposition, introduite par la représentante Michelle Fischbach (R-Minnesota), suggère de limiter l'extension de ce bénéfice aux pays signataires d'« accords internationaux approuvés par le Congrès et qui éliminent les droits de douane et autres réglementations restrictives sur substantiellement tous les échanges commerciaux entre les États-Unis et un pays ou plus ». Cette proposition intervient dans le contexte où nombre de représentants et de sénateurs continuent d'exprimer de vives critiques à l'égard d'accords commerciaux qui seraient conclus par l'administration sans consultation du Congrès, comme ce fut le cas de l'accord sur les minéraux critiques conclu en mars 2023 entre les États-Unis et le Japon [voir [Brèves sectorielles du 31 mars 2023](#)]. Une autre proposition [visant](#) à empêcher que le crédit d'impôt à la production manufacturière avancée, également institué par l'IRA, ne bénéficie à des entreprises chinoises, a également été adoptée au sein de ce paquet.

5. La Commission spéciale sur le parti communiste chinois de la Chambre publie un nouveau rapport sur les investissements américains au sein de sociétés chinoises de haute technologie

La Commission spéciale sur le parti communiste chinois a [publié](#) un nouveau rapport sur les investissements réalisés par des acteurs financiers américains au profit de sociétés chinoises de haute technologie. La publication de ce rapport fait suite à une première analyse de la Commission recensant les investissements de cinq fonds d'investissements américains au sein des secteurs de l'intelligence artificielle et des semi-conducteurs en Chine [voir [Brèves sectorielles du 16 février 2023](#)]. Ce second rapport souligne qu'en 2023, un montant estimé à 6,5 Md\$ a été investi par des acteurs américains au profit de 63 entreprises chinoises faisant actuellement l'objet de sanctions ou restrictions de la part de l'administration américaine, en raison des liens qu'elles entretiennent avec l'Armée populaire de libération chinoise. Le rapport estime que sur ces 6,5 Md\$ d'investissement, 75 % ont été réalisés par 4 sociétés d'investissement : Vanguard Group (1,9 Md\$), BlackRock (1,9 Md\$), Fidelity Investments (542 M\$) et Dimensional Fund Advisors (533 M\$).

À l'instar de la conclusion du premier rapport, la Commission spéciale précise que ces investissements n'étaient pas contraires à la réglementation américaine lorsqu'ils ont été réalisés. De ce fait, la Commission préconise d'interdire les investissements au sein d'entreprises chinoises soumises à des sanctions ou restrictions de la part de l'administration américaine et d'adopter une législation visant à empêcher l'accès de ces entreprises aux marchés financiers américains.

Brèves

- Le 19 avril, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux entités accusées de mener des campagnes de levées de fonds au profit de colons extrémistes israéliens actuellement soumis à des sanctions américaines.
- Le 23 avril, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux entités et quatre individus accusés d'être impliqués dans la conduite d'activités cybermalveillantes au profit du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran.
- Le 23 avril, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux dirigeants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, organisation terroriste africaine liée à Al-Qaïda.
- Le 25 avril, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) une dizaine d'entités, individus et navires accusés de faciliter le transport de matériel de fabrication de drones au profit de l'armée iranienne. Le Département d'État américain a de son côté [annoncé](#) avoir sanctionné, en coordination avec le Royaume-Uni et le Canada, seize entités, deux individus, cinq navires et un avion pour un motif similaire.

Climat – énergie – environnement

6. L'Agence d'information sur l'énergie prévoit une poursuite de la hausse des exportations de GNL en 2024 et relève la consommation record de gaz naturel en 2023

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a publié deux articles concernant, d'une part, son anticipation de la hausse des exportations de gaz naturel, poussée par des projets de gaz naturel liquéfié (GNL) et, d'autre part, la hausse de consommation de gaz naturel aux États-Unis en 2023.

Le 17 avril, l'EIA a [indiqué](#) que le commerce de gaz naturel aux États-Unis continuera de croître, en particulier grâce à trois projets d'exportation de GNL actuellement en construction, dont les activités débiteront en 2024, avant d'atteindre leur pleine capacité d'ici la fin de 2025. Elle prévoit également une augmentation des exportations de gaz naturel par gazoduc, principalement vers le

Mexique. Selon les prévisions de l'US EIA, les exportations nettes de gaz naturel des États-Unis augmenteraient de 6 %, pour atteindre l'équivalent de 385 Mm³/j en 2024. En 2025, les exportations nettes augmenteront encore de 20 % pour atteindre l'équivalent de 464 Mm³/j.

Par ailleurs, le 23 avril, l'EIA a [souligné](#) la croissance de la consommation de gaz naturel aux États-Unis. En 2023, les États-Unis ont consommé l'équivalent de 2,5 Mdm³/j de gaz naturel. Depuis 2018, la consommation de gaz naturel aux États-Unis a augmenté en moyenne de 4 % par an. La consommation mensuelle de gaz naturel a établi de nouveaux records chaque mois de mars 2023 à novembre 2023. Elle a notamment augmenté dans le secteur de l'électricité en raison de la diminution de la capacité de production d'électricité à partir du charbon, à mesure que le parc du pays vieillit et que les générateurs au charbon sont remplacés par des générateurs utilisant du gaz naturel et des énergies renouvelables.

7. Pour la Journée de la Terre, le président Biden met en avant plusieurs mesures pour le climat

Le 22 avril, le Président Biden s'est [rendu](#) en Virginie, au parc forestier Prince William, pour célébrer la Journée de la Terre 2024 et mettre en lumière diverses actions afin de résoudre la crise climatique. La Maison-Blanche souligne particulièrement trois points :

- L'annonce de 7 Md\$ de subventions dans le cadre du concours de subventions « Solar for All » de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ;
- La mobilisation des jeunes américains à travers les Climate Corps. Cette initiative, inspirée des Civilian Conservation Corps du Président Roosevelt pendant la Grande Dépression, permettra à plus de 20 000 jeunes Américains de lutter contre les impacts du changement climatique tout en acquérant les compétences dont ils ont besoin pour répondre à la demande en main-d'œuvre croissante pour déployer les énergies propres et améliorer la résilience climatique. En particulier, le lancement d'un site internet permettra de candidater pour près de 2 000 postes à travers plus d'une trentaine d'États, au sein de centaines d'organisations. Dix États fédérés ont déjà lancé avec succès des programmes Climate Corps ;
- La conservation des terres, eaux et de la biodiversité aux États-Unis. La Maison-Blanche a notamment annoncé des programmes de conservation de dizaines de kilomètres carrés de terres, afin de protéger différentes espèces d'oiseaux ainsi que les caribous, notamment en Alaska.

Brèves

- Le 17 avril, la Maison-Blanche a [communiqué](#) sur la signature entre les États-Unis et la Norvège d'un mémorandum d'entente sur la coopération en matière d'échanges de minéraux critiques. Cette coopération devrait permettre la

promotion de meilleures conditions de travail et environnementales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minéraux critiques, ainsi que l'examen et l'identification de réponses appropriées aux politiques et pratiques non marchandes dans les pays tiers qui ont contribué à des conditions de marché volatiles et déformées.

- Le 19 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) les noms et le détail de 35 projets s'étant vus attribuer un total d'environ 2 Md\$ de crédits d'impôts pour la fabrication d'équipements pour les énergies propres, la fabrication de véhicules propres, la modernisation du réseau électrique, les minéraux critiques et la décarbonation de l'industrie.
- Le 22 avril, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) qu'en 2023, les factures d'électricité de l'immobilier résidentiel n'ont pas augmenté autant que l'inflation. Ainsi, elles ont augmenté de 2 % par rapport à 2022, un taux moins élevé que celui de l'inflation, qui était de 4,1 % en 2023. Au niveau national en 2023, le prix moyen de l'électricité résidentielle aux États-Unis était de 15,98 cents/kWh.

Transport et infrastructure

8. L'administration Biden octroie 1,5 Md\$ pour son nouvel objectif de décarbonation du fret

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 24 avril un objectif national de décarbonation pour le secteur du fret, pour lequel l'administration Biden s'engage à développer une stratégie nationale zéro émission. Cet objectif couvre l'ensemble des modes de transport : routier, ferroviaire, aérien, maritime.

La mise en œuvre de ce nouvel objectif s'appuiera notamment sur la mobilisation de fonds fédéraux, dont près d'1,5 Md\$ ont été annoncés :

- 1 Md\$ dans le cadre du programme « Clean Heavy-Duty Vehicles Grant » créé par l'Inflation Reduction Act (IRA) et supervisé par l'Agence de protection de l'environnement, pour soutenir la transition des flottes de poids-lourds de classes 6 et 7 (bus scolaires, bennes à ordures ménagères, fourgons de livraison, etc.), en finançant leur remplacement par des véhicules zéro émission, la mise en place des infrastructures de recharge ou de ravitaillement ou encore la formation du personnel. Au moins 400 M\$ devront bénéficier aux localités fortement affectées par la pollution de l'air.
- 400 M\$ dans le cadre du programme « Reduction of Truck Emissions at Port Facilities Grant » créé par la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL) et supervisé par le Département des Transports, pour améliorer la qualité de l'air pour les personnes

travaillant dans les ports ou pour les communautés vivant à leurs abords.

- 72 M\$ d'investissements par le Département de l'Énergie pour établir un programme nommé « SuperTruck: Charged », qui démontrera comment l'intégration véhicule-réseau électrique peut permettre aux stations et dépôts de fournir des recharges abordables et fiables aux bus et camions tout en améliorant la résilience du système électrique.

Ce nouvel engagement s'inscrit dans la lignée des objectifs existants déjà établis par le Président Biden, à savoir une énergie décarbonée d'ici 2035 et des transports à zéro émission nette d'ici 2050, ainsi qu'avec les efforts de l'administration pour parvenir à des parts de ventes de véhicules intermédiaires et lourds zéro émission neufs de 30 % en 2030 et 100 % en 2040.

La Maison-Blanche rappelle également avoir entrepris une série d'initiatives en matière de décarbonation du fret, incluant notamment la publication en janvier 2023 d'un plan national de décarbonation des transports ([U.S. National Blueprint for Transportation Decarbonization](#)), la publication le mois dernier d'une stratégie pour des corridors de fret zéro-émission ([National Zero-Emission Freight Corridor Strategy](#)) ou encore la finalisation des nouvelles normes sur les émissions des poids-lourds, dont le [règlement concernant les émissions de gaz à effet de serre](#) a été publié cette semaine.

9. Le Département des Transports étend les droits des consommateurs dans le secteur aérien

Le 24 avril, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) la publication définitive de deux nouveaux règlements étendant les droits des consommateurs dans le secteur aérien.

Le [premier règlement](#) vise la simplification des démarches pour les clients en cas de remboursement dû par la compagnie, par exemple en cas d'annulation d'un vol pour lequel le passager n'a pas bénéficié ou accepté un repositionnement par la compagnie sur un vol alternatif. Il impose l'automatisation de ce remboursement en cas d'annulation ou de perturbation significative du vol et des services payés par les passagers tels que la perte ou le retard d'un bagage en soute à l'arrivée. Les compagnies seront dans l'obligation de rembourser les frais engagés par leurs clients sans demande préalable de leur part, sous 7 jours en cas de paiement par carte bancaire ou sous 20 jours pour toute autre forme de paiement. Elles ne pourront plus imposer un remboursement sous la forme de bons d'achat ou de crédits de voyage.

Le [second règlement](#) vise une plus grande transparence sur les frais supplémentaires, annexes ou cachés. Il impose notamment aux compagnies l'obligation d'afficher, explicitement et dès la sélection du billet, les frais annexes liés au vol tels que les frais de bagage, d'annulation ou de modification du vol, ou encore de sélection du siège, ainsi que le détail du fonctionnement de ces frais. Les clients

devront pouvoir choisir de bénéficier d'informations standard, ou d'informations personnalisées et adaptées en fonction de leur situation particulière, par exemple s'ils bénéficient d'avantages spéciaux liés à leur statut de militaire ou à leur adhésion à un programme de fidélité ou de carte de crédit. Lorsqu'elles proposent à leurs clients de sélectionner un siège moyennant des frais, les compagnies devront systématiquement leur rappeler que cette sélection n'est pas requise et qu'ils se verront attribuer un siège sans frais, par défaut. Les prix d'appels ou promotionnels affichés par les compagnies devront également inclure tous les éventuels frais annexes obligatoires afin de ne pas tromper les clients. Les compagnies devront enfin fournir l'ensemble de ces informations aux intermédiaires et revendeurs tiers, tels que les agences de voyage ou les comparateurs de vols, qui seront soumis aux mêmes obligations d'information de leurs clients. Le DoT indique que ce règlement devrait permettre aux passagers d'économiser environ 0,5 Md\$ par an de frais cachés.

Le DoT avait déjà pris plusieurs mesures en faveur de la protection des consommateurs du secteur aérien telles que la création de la plateforme flightrights.gov qui détaille les droits des passagers et facilite leur comparaison en fonction des différentes compagnies. Selon l'administration fédérale, cette initiative aurait notamment poussé la plupart ou la totalité des principales compagnies aériennes à garantir des repas et des nuits d'hôtel à leurs clients en cas d'annulation ou de retard de leur vol.

En complément des actions déjà engagées, le DoT indique travailler sur des règlements qui proposeraient :

- de garantir l'attribution sans surcoût de sièges côte à côte pour les familles,
- de rendre obligatoires les compensations et prises en charge des passagers en cas d'annulation ou de retard de vol,
- d'étendre les droits des passagers en fauteuil roulant pour leur assurer des conditions de voyage en sécurité et dans la dignité.

Brèves

- Le 22 avril, le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a [inauguré](#) le chantier de la ligne à grande vitesse Brightline West entre Las Vegas dans le Nevada et Rancho Cucamonga en Californie, à proximité de Los Angeles. Cette nouvelle ligne de 350 km, qui bénéficiera de 3,0 Md\$ de subventions et de 3,5 Md\$ de prêts, devrait être mise en service en 2028.
- Le 24 avril, l'entreprise Cellink s'est vu [attribuer](#) un prêt fédéral de 362 M\$ dans le cadre du programme Advanced Technology Vehicles Manufacturing (ATVM), créé en 2007 et reconduit par l'IRA, pour la construction d'une nouvelle usine à Georgetown au Texas. L'usine produira des faisceaux de câbles de circuits électriques de nouvelle génération, plus performants que les câbles conventionnels, appelés « faisceaux flexibles » (flex harnesses). Cette technologie,

utilisée dans les véhicules électriques et dans l'automobile en général, a également des applications dans les industries de l'aviation, de l'aérospatiale, de l'électronique grand public et des appareils électroménagers. Les volumes produits par la nouvelle usine permettront d'équiper 2,7 millions de véhicules électriques par an.

Industrie

10. Micron obtient 6,14 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act

Le 25 avril, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) un accord avec l'entreprise américaine Micron, spécialiste des puces mémoires avancées, qui va bénéficier d'une subvention de 6,14 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act. Ce financement va permettre de soutenir les investissements de Micron dans les États de New York et de l'Idaho. En complément de cette subvention, l'entreprise va demander à bénéficier du crédit d'impôt de 25 % sur les 50 Md\$ d'investissements annoncés au cours des six prochaines années, ainsi que d'un prêt fédéral de 7,5 Md\$ prévu par le CHIPS Act. L'entreprise va construire deux usines de puces mémoires avancées (Dynamic Random-Access Memory – DRAM) à Syracuse (NY), première étape d'un investissement d'environ 100 Md\$ sur les vingt prochaines années dans cet État, où Micron souhaite à terme établir deux usines supplémentaires. L'État de New-York a pour sa part [confirmé](#) l'attribution d'une subvention de 5,5 Md\$ au projet de Micron à Syracuse dans le cadre de son programme « *Green CHIPS* ». La subvention fédérale bénéficiera en outre à la construction d'une usine de puces DRAM, située à proximité de son centre R&D à Boise (ID), pour un investissement total de 25 Md\$. Seule entreprise américaine à produire des puces DRAM, cet investissement de Micron doit lui permettre de relocaliser 40 % de sa production aux États-Unis à l'issue des 20 prochaines années. Ces investissements devraient conduire à la création de 13 500 emplois pour l'État de New-York (9 000 emplois manufacturiers – 4 500 dans la construction) et de 6 500 emplois dans l'Idaho (2 000 emplois manufacturiers – 4 500 dans la construction), soit 20 000 emplois au total.

11. Le syndicat UAW s'implante pour la première fois dans une usine d'un constructeur étranger

Le 19 avril, l'entreprise automobile Volkswagen a [officialisé](#) la création d'une représentation syndicale United Automobile Workers (UAW) au sein de son usine de Chattanooga dans le Tennessee. Les élections, organisées entre le 17 et 19 avril, ont conduit à l'implantation d'un syndicat UAW avec 73 % de vote favorable (soit 2 628 employés). Ce vote en faveur de l'UAW est le premier au-delà du « Big Three » automobile (GM, Ford et Stellantis) aux États-Unis, et plus particulièrement au sein d'un État du Sud où les usines sont

majoritairement contrôlées par des constructeurs étrangers. Ce vote intervient quelques mois après l'obtention de meilleurs salaires dans les usines de Détroit où l'UAW est historiquement présente, et s'inscrit dans la stratégie d'expansion du syndicat qui a investi 40 M\$ pour renforcer sa présence au sein des usines étrangères des États du Sud [voir [Brèves Sectorielles du 8 mars 2024](#)]. L'UAW souhaite désormais s'implanter auprès de la vingtaine d'usines automobiles étrangères des États du Sud, avec comme premier objectif l'usine Mercedes en Alabama où un vote similaire est prévu pour mai 2024. En réaction au résultat du vote, les gouverneurs républicains de six États (Alabama, Géorgie, Mississippi, Caroline du Sud, Tennessee et Texas) ont [fait part](#) de leur inquiétude de voir l'attractivité de leur État diminuer pour les investissements étrangers en raison d'un essor du syndicalisme.

12. La FTC veut bloquer une transaction de 8,5 Md\$ visant à créer un géant du luxe américain

Le 22 avril, la Federal Trade Commission (FTC) a [intentié](#) une action en justice pour bloquer l'acquisition par Tapestry (Coach, Kate Spade) de l'entreprise Capri Holdings (Michael Kors, Versace), un projet de rachat de 8,5 Md\$ annoncé en août 2023. Selon la FTC, le groupe Tapestry poursuit une stratégie de fusion-acquisition depuis plus d'une décennie qui aboutirait, avec cette dernière transaction, à une situation quasi-monopolistique. En raison d'un positionnement sur le même segment de marché, le luxe « abordable », la FTC considère que ce projet de fusion pourrait priver des millions de consommateurs américains de la concurrence actuelle entre les deux entreprises sur les prix, promotions et procédés d'innovation. La FTC argue également de la protection des employés, qui se verraient potentiellement restreints de capacités de négociation pour les salaires et les conditions de travail en cas de rachat de Capri par Tapestry. En 2023, la somme des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises Capri et Tapestry atteint 12 Md\$, soit environ huit fois moins que LVMH (92 Md\$).

Agriculture et industrie agroalimentaire

13. Le Département de l'Agriculture (USDA) révisé les normes nutritionnelles des repas scolaires

Le Département de l'Agriculture américain (USDA) a [annoncé](#) une révision des normes nutritionnelles concernant les repas scolaires fondée sur les directives diététiques pour les Américains ([Dietary Guidelines for Americans](#)). L'objectif est de favoriser une alimentation plus saine pour près de 30 millions d'enfants, dont la principale source de nutrition réside dans les petits déjeuners et repas servis dans le cadre scolaire. Cette révision vise notamment à

réduire la teneur en sucres ajoutés des repas et à offrir une plus grande liberté aux établissements concernant l'élaboration de leurs menus au cours des trois prochaines années scolaires.

Les principales mesures demandées par l'USDA sont :

- Une réduction des sucres ajoutés dans les aliments proposés pour les petits-déjeuners scolaires (les céréales et les yaourts) et une approche ciblée sur les sucres ajoutés plutôt que sur les sucres totaux, d'ici l'automne 2025. Par ailleurs, une nouvelle [limite](#) maximale sur les sucres ajoutés dans le lait aromatisé sera fixée tout en maintenant l'offre de lait (aromatisé et non aromatisé). La plupart des fournisseurs des écoles (représentant plus de 90 % des volumes) se sont déjà engagés à fournir des options de lait aromatisés respectant cette nouvelle limite.
- Une légère [réduction](#) de la teneur en sodium de leurs repas, d'ici l'automne 2027.

Dès la rentrée 2024, les écoles bénéficieront de plus de flexibilité pour inclure des aliments riches en protéines pour le petit-déjeuner, tels que le yaourt, le tofu, les œufs, les noix et les graines. Bien que non obligatoire, cette mesure vise à diversifier les choix alimentaires, à favoriser les régimes végétariens et à réduire la consommation d'aliments sucrés. À compter de cette date, les écoles auront également la possibilité de demander que les produits agricoles non transformés soient cultivés, élevés ou pêchés localement lors de leurs achats pour les programmes de repas scolaires.

14. L'USDA renforce sa lutte contre la propagation de la grippe aviaire chez les bovins laitiers

Le Service d'inspection de la santé animale et végétale ([APHIS](#)) du Département de l'Agriculture américain (USDA) a [publié](#) un arrêté fédéral afin de lutter contre la propagation du virus de la grippe aviaire H5N1 entre les bovins et potentiellement d'autres espèces, ainsi qu'à des préoccupations quant à son adaptation aux mammifères. Cette mesure, d'application au 29 avril, vise à renforcer la surveillance et la compréhension de la maladie.

À compter de cette date :

- Les vaches laitières en lactation devront subir un test négatif pour le virus de la grippe A(H5N1) dans un laboratoire agréé du National Animal Health Laboratory Network (NAHLN) avant tout déplacement entre États.
- Les propriétaires de troupeaux ayant des bovins testés positifs devront fournir des informations sur la traçabilité et les mouvements des animaux.

Les exigences pour les vaches qui ne sont pas en lactation seront déterminées ultérieurement en fonction de facteurs scientifiques liés au virus et à l'évolution de son profil de risque.

Les laboratoires et vétérinaires des États devront également signaler à l'APHIS tout résultat positif aux tests.

L'APHIS a [rendu publiques](#) 239 séquences génétiques du virus H5N1 affectant les vaches laitières afin de faciliter les recherches épidémiologiques dans le monde entier.

La Food and Drug Administration (FDA) a [confirmé](#) la sécurité sanitaire du lait mis en vente grâce à la pasteurisation et rappelé que, jusqu'à présent, aucune modification du virus le rendant plus transmissible à l'homme ou entre les hommes n'a été identifiée. Bien que des cas aient été identifiés chez les humains en contact direct avec des animaux infectés, les Centers for Disease Control and Prevention ([CDC](#)) estiment que le risque actuel pour le public reste faible.

Numérique et innovation

15. Un groupe bipartisan de sénateurs introduit le « Future of AI Innovation Act »

Le 18 avril, un groupe bipartisan de sénateurs composé de M. Cantwell (D-Washington), M. Young (R-Indiana), J. Hickenlooper (D-Colorado) et M. Blackburn (R-Tennessee) a [introduit](#) le « Future of Artificial Intelligence (AI) Innovation Act », une proposition de loi destinée à consolider la position des États-Unis comme leader dans le développement de l'IA et des technologies émergentes. Cette proposition de loi inclut des recommandations clés en cybersécurité et favorise une coopération accrue entre les secteurs public et privé ainsi qu'avec les gouvernements étrangers. La proposition de loi prévoit : (i) la possibilité pour l'U.S. AI Safety Institute au National Institute of Standards and Technology de développer des standards d'IA volontaires pour assurer la sécurité nationale, la sûreté publique et la protection des droits individuels, ainsi que des outils et méthodologies de cybersécurité, (ii) la mise en place de programmes de bancs d'essai en collaboration avec les National Laboratories, le NIST, le Département de l'Énergie américain et le secteur privé pour évaluer les risques de sécurité et les limites des systèmes, (iii) l'établissement du Foundation Models Test Program qui permet aux fournisseurs de tester les modèles de fondation de l'IA dans diverses modalités et (iv) la formation de la Coalition internationale pour l'innovation et les normes en IA pour encourager la coopération internationale et harmoniser les normes d'IA mondiales.

16. Les entreprises technologiques s'engagent contre les contenus pédopornographiques générés par l'IA

Un groupe de grandes entreprises technologiques, incluant Meta, Google, Amazon, Microsoft et OpenAI, a [adopté](#) mardi un ensemble de principes pour prévenir la création et la diffusion de matériel d'abus sexuels sur enfants (CSAM) par leurs systèmes d'IA. Ces principes, élaborés par Thorn, un groupe de défense de la sécurité des enfants, et l'ONG « All Tech is Human », détaillent les étapes recommandées durant les phases de développement, de

déploiement et de maintenance des modèles d'IA pour réduire le risque de production de CSAM. Les principes incluent l'évitement ou l'atténuation des risques lors de l'entraînement sur des données susceptibles de contenir du CSAM, la détection et la suppression de ces contenus, la mise en place de mécanismes de signalement par les utilisateurs, et l'investissement dans la recherche de solutions contre le CSAM.

17. La FCC rétablit les règles de neutralité du net

Le 25 avril, la Federal Communications Commission (FCC) a [rétabli](#) les règles de neutralité du net, abolies sous le mandat de Trump. Par un vote de 3 contre 2 suivant les lignes partisans, la FCC a renforcé les règles qui permettent aux utilisateurs d'accéder aux services qu'ils souhaitent sans interférence de la part de leur fournisseur d'accès à internet. En outre, le décret reclasse également le haut débit en tant que service de télécommunications, comme le faisaient les règles de 2015, ce qui élargit l'autorité de l'agence pour réguler les réseaux internet. La présidente de la FCC, Jessica Rosenworcel, a souligné l'importance de cette politique pour une économie numérique moderne, affirmant que le haut débit est une nécessité et non un luxe dans notre monde post-pandémique. La règle entrera en vigueur 60 jours après sa publication dans le Federal Register.

Brèves

- Perplexity, le moteur de réponse généré par IA, a [lancé](#) le 23 avril son premier produit pour entreprises, « Perplexity Enterprise Pro ». Ce service vise à accélérer les recherches des équipes en analysant le web et les données internes des entreprises partagées avec la plateforme, avec des tarifs débutant à 40 \$ par mois ou 400 \$ par an par utilisateur. Perplexity a également annoncé avoir levé 62,7 M\$ supplémentaires, valorisant l'entreprise à plus d'1 Md\$.

Santé

18. Le retour à la normale suite à la cyberattaque de UnitedHealth n'interviendra pas avant 2025

UnitedHealth Group a [indiqué](#) que la cyberattaque dont a été victime sa filiale de traitement des paiements pourrait lui coûter jusqu'à 1,6 Md\$ cette année. UnitedHealth a [déclaré](#) que l'entreprise s'attendait à des coûts « directs » de 1 Md\$ à 1,15 Md\$ en 2024 à la suite de l'attaque. Elle prévoit en outre un coût de 350 M\$ à 450 M\$ pour la « perturbation des activités », qui comprend la perte de revenus due à la cyberattaque. L'incident a entraîné une baisse de 872 M\$ du bénéfice d'exploitation au premier trimestre.

« Nous avons encore du travail à faire », a déclaré Roger Connor, PDG d'Optum Insight de UnitedHealth, lors d'une conférence

téléphonique, ajoutant que « nous avons atteint un taux de fonctionnalité de 80 % ».

19. L'entreprise Walgreens veut se lancer dans la vente de médicaments spécialisés

Walgreens a [déclaré](#) le 25 avril que la société allait regrouper ses actifs de pharmacie spécialisée sous une nouvelle marque et lancer un nouveau service pour aider à gérer les coûts élevés et la livraison de nouvelles thérapies cellulaires et génétiques.

Walgreens a lancé une initiative de réduction des coûts d'1 Md\$, qui comprend la fermeture de 160 cliniques VillageMD, tout en cherchant à développer certaines parties de ses activités de soins de santé, telles que la pharmacie spécialisée.

L'annonce intervient quelques mois après que Bloomberg a [rapporté](#) en janvier 2024 que Walgreens envisageait de vendre une grande partie de son activité de pharmacie spécialisée. Les médicaments spécialisés sont parmi les plus coûteux du marché (de quelques dizaines de milliers de dollars à plusieurs millions) et représentent environ la moitié des dépenses en médicaments sur ordonnance aux États-Unis.

Brèves

- Xaira Therapeutics, une startup spécialisée dans la découverte de médicaments par l'IA, a été [lancée](#) avec un financement de plus d'1 Md\$ codirigé par Arch Venture Partners et Foresite Capital. Xaira Therapeutics a été créé par Marc Tessier-Lavigne, ancien directeur scientifique de Genentech et cofondateur de Denali Therapeutics, qui a démissionné l'année dernière de son poste de président de l'université de Stanford à la suite de découvertes de manipulations de la recherche dans son laboratoire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)